
Le Commonwealth et la nouvelle génération

par Victoria Kellett

Le Commonwealth compte 1,7 milliard d'habitants, dont plus de la moitié ont moins de 21 ans. L'avenir du Commonwealth repose donc entre les mains de cette nouvelle génération. C'est pourquoi la Section fédérale de l'Association parlementaire du Commonwealth a demandé à la représentante du Canada auprès du Programme du Commonwealth pour la jeunesse d'être conférencière invitée à son dîner annuel du Jour du Commonwealth. Dans le présent article, inspiré de l'allocution qu'elle a adressée à environ 100 parlementaires et diplomates, l'auteure soutient que le Commonwealth reste pour les jeunes du monde entier un moyen idéal d'élargir leurs connaissances et d'ouvrir leur esprit à d'autres cultures.

J'ai été initiée au Commonwealth lorsque le Forum national étudiant du Commonwealth a demandé aux écoles secondaires de déléguer des élèves à ses assises annuelles. Mon expérience du Commonwealth était alors limitée, et tout ce que je savais, c'est qu'il y avait des Jeux. L'un de mes professeurs a mentionné que des étudiants de toutes les régions du Canada se réunissaient à Ottawa sous les auspices du Forum et, lorsqu'il nous a demandé s'il y en avait parmi nous qui aimeraient être de la partie, nous avons été fort nombreux à nous disputer les rares places. Beaucoup de nos professeurs trouvaient impressionnant notre enthousiasme, mais ils auraient été sûrement déçus d'apprendre que c'était pour nous surtout un moyen de nous absenter de l'école, ne serait-ce que pour quelques jours. Huit ans après, je suis toujours associée au Commonwealth et je considère cette première expérience comme un tournant dans ma vie.

Le Forum national étudiant du Commonwealth a pour objectif de sensibiliser les jeunes au Commonwealth. Depuis 1973, il permet, chaque année, à des jeunes de toutes les régions du Canada de se familiariser avec les questions internationales et de rencontrer des sénateurs, des députés, des

hauts-commissaires, des fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères et des représentants des médias. Chaque délégation représente un pays membre du Commonwealth et acquiert, tout au long de la semaine, les moyens de faire valoir les intérêts de « son » pays. La semaine culmine avec une réunion simulée de chefs de gouvernement du Commonwealth, où les jeunes cherchent à dégager un consensus sur diverses questions. Le Forum est dirigé par des étudiants pour des étudiants, la Royal Commonwealth Society se limitant à leur fournir une certaine orientation. Après avoir été déléguée au Forum, je suis devenue membre de l'équipe de planification. J'ai même fini par présider la 25^e édition du Forum.

Lorsque je me suis jointe au Forum, j'ai travaillé à toutes sortes de projets. Notre comité a joué la carte de l'innovation à plein en parrainant un char dans le défilé du Père Noël il y a quelques années. Dans notre innocence, nous n'avions pas imaginé qu'il nous faudrait consacrer une nuit frénétique aux décorations et faire des pieds et des mains pour obtenir d'un agriculteur qu'il nous prête son chariot. Les organisateurs du défilé auraient sans doute préféré moins de fébrilité de notre part, puisque, lorsque nous sommes arrivés au point de ralliement, le fruit de nos labeurs est tombé par terre. Nous avons néanmoins pris notre place entre l'association des menuisiers d'Ottawa et les infirmiers bénévoles. Je ne sais pas si c'était par hasard ou par exprès. Les choses n'ont pas dû se passer si mal après tout, puisqu'on nous a réinvités l'année

Diplômée de l'Université d'Ottawa, Victoria Kellett travaille actuellement à l'Agence d'hygiène et de sécurité au travail de Santé Canada.

suivante. Nous avons cependant jugé plus prudent d'en rester là. Même si notre inexpérience devait sauter aux yeux, j'ai été frappée de voir combien on nous encourageait à innover. Concevoir un projet, le mener à bien, en faire le bilan, trouver les moyens de mieux faire la prochaine fois, quelle excellente école!

L'un des aspects les plus importants et, pour moi, les plus satisfaisants du Forum, c'est le soutien incroyable des parlementaires. Parmi les choses qui impressionnent le plus les étudiants, c'est le fait non seulement de rencontrer des députés et des hauts-commissaires, mais de pouvoir prendre la parole au Sénat. Ceux qui accusent les jeunes d'aujourd'hui d'indifférence politique auraient dû se trouver au Sénat lorsque les étudiants ont discuté des questions de l'heure avec intensité et une confiance en soi croissante.

Dans un système fédéral, il est bon que des jeunes de tous les coins du pays se rendent dans la capitale nationale pour discuter des enjeux d'intérêt vital pour eux-mêmes et pour leur collectivité. Beaucoup d'étudiants rentrent chez eux déterminés à imprégner leur formation scolaire des principes du Commonwealth.

L'intérêt pour le Commonwealth a éveillé en moi le goût de voyager et l'un des premiers endroits où je suis allée, c'est à Londres, au Secrétariat du Commonwealth. La possibilité, pour moi en tant que jeune, de rencontrer de gens qui ont pour mission de faire bouger les choses m'a profondément marquée, et c'est là une expérience que je n'oublierai pas de sitôt. Cette visite m'a incitée à participer davantage aux activités du Commonwealth et j'ai commencé, peu après, à voyager beaucoup. Rétrospectivement, je me rends compte que la formation que j'ai reçue en participant au Forum et les nombreux voyages que j'ai faits m'ont bien préparée à jouer mon rôle de représentante du Canada auprès du Programme du Commonwealth pour la jeunesse (PCJ).

Le PCJ a pour but de promouvoir, parmi les jeunes, les valeurs du Commonwealth que sont la coopération internationale, la justice sociale, la démocratie et les droits de la personne. Il s'acquitte de sa mission en organisant des réunions régionales, en envoyant des représentants de la jeunesse aux tables ministérielles et aux réunions des ministres de la Jeunesse. Les recommandations que nous formulons influent directement sur la politique gouvernementale.

Tous les trois ans, nous réexaminons les stratégies en vigueur et nous en élaborons de nouvelles. Ces dernières années, les stratégies du PCJ ont porté sur l'autonomisation des jeunes, le développement des ressources humaines et les

politiques nationales en faveur de la jeunesse. Ce sont là des questions d'actualité dans bien des pays qui s'efforcent d'assurer à leurs jeunes un avenir durable. Le Canada a la chance d'avoir pu déjà prendre beaucoup de mesures favorables aux jeunes et n'éprouve pas les mêmes douleurs de croissance que certains autres membres du Commonwealth. Cependant, il y en a un défi à relever. Étant donné que le Canada compte parmi les pays qui contribuent le plus au programme, je dois tirer parti de nos expériences, tout en faisant ressortir les domaines où nous avons du progrès à faire. Le Commonwealth est resté partie intégrante de mon éducation au sens le plus large. Il a suscité en moi le désir d'explorer les relations internationales ainsi que les modèles que fournit le Commonwealth en matière de règlement civilisé des différends.

C'est peut-être là ce qui m'a poussée à obtenir un diplôme en études sur la paix et les conflits de l'Université de Waterloo. Nous avons certainement notre part de conflits à l'intérieur du Commonwealth. Nous constatons les effets néfastes des conflits sur les jeunes et nous voyons même des jeunes faire la guerre contre leur gré. Il m'est arrivé à deux reprises d'être confrontée au problème des jeunes qui font la guerre. La première fois, c'était pendant un voyage en Italie, où des troupes de l'OTAN se préparaient à une intervention humanitaire au Kosovo. Il y a eu un soir à CNN une émission où on demandait aux membres les plus jeunes des forces américaines comment ils vivaient leur première mission et quel était leur rôle. Un jeune d'au plus 18 ans a répondu qu'il était là pour traquer l'ennemi et le tuer. Même si une intervention militaire s'imposait au Kosovo, je ne pouvais pas m'empêcher de songer à la valeur d'une organisation vouée au dialogue et aux échanges politiques, culturels et sportifs. L'objectif même du Commonwealth, c'est de remédier aux situations avant qu'elles ne dégénèrent à ce point. Grâce au thème de cette année et aux stratégies mises de l'avant par le PCJ, j'espère que les recommandations que nous avons formulées ne resteront pas sans écho.

La deuxième fois où je suis entrée en contact avec un conflit, c'est lors d'un récent voyage aux Îles Salomon à l'occasion d'une réunion des ministres de la Jeunesse du Commonwealth. Lorsque j'étudiais à l'Université de Waterloo, je comprenais ce qu'on m'enseignait et j'admettais l'inévitabilité des conflits. Je ne m'attendais pas cependant à ce que mon année scolaire soit couronnée par l'expérience concrète d'un conflit international. La réunion triennale des ministres de la Jeunesse devait avoir lieu à Honiara. Étant donné les distances, j'ai choisi de faire escale à Fidji et, comme mon année scolaire était terminée, je me suis arrangée pour y faire un séjour prolongé après la fin de mes réunions à Honiara. Moins de 24 heures après mon arrivée à Fidji, George Speight envahissait le Parlement et prenait en otage le premier ministre Chowdhry et son cabinet. En quelques heures, les forces armées sont intervenues, ont élevé des barrages routiers entre Nadi et Suva (les deux villes

principales de l'île) et décrété le couvre-feu. Les communications étaient interrompues et le contact avec le monde extérieur impossible. Non seulement je ne pouvais rejoindre ma famille, mais je n'avais aucun moyen de me rendre aux Îles Salomon étant donné que, sans laissez-passer, je ne pouvais pas quitter l'hôtel.

En lisant des articles de journaux à mon retour au Canada, je me suis rendu compte que les journalistes ne savaient pas exactement ce qui s'était passé. Selon eux, c'était un coup d'État plutôt anodin. Or, ce que j'ai vu n'avait rien d'anodin. J'ai vu des groupes ethniques pris à partie, des moyens de subsistance détruits, des maisons incendiées, des gens ayant une peur folle de sortir de chez eux, des enfants empêchés d'aller à l'école, des commerces pillés, des églises en feu et, partout, la présence d'hommes en armes. Sans une ambassade ou même un consulat, l'information qui parvenait petit à petit dans la plupart des pays de l'hémisphère occidental était diluée. J'ai fini par obtenir un laissez-passer pour échapper au couvre-feu et négocier une place à bord d'un avion en partance pour les Îles Salomon, mais d'autres délégations n'ont pas pu quitter leur hôtel et, lorsqu'elles sont arrivées à Honiara, les réunions étaient presque terminées.

On nous avait avertis avant de quitter le Canada qu'il y avait aux Îles Salomon des tensions ethniques depuis des décennies et nous étions tous au courant des avertissements aux voyageurs. Après avoir quitté Fidji en proie à son coup d'État, je devais maintenant me préparer peut-être à des événements semblables. On nous a accueillis avec une hospitalité et une cordialité remarquables, mais les tensions ethniques et les répercussions du coup d'État à Fidji étaient évidentes. Nous ne pouvions pas nous rendre au-delà de certains points et, pendant notre séjour, il y a eu plusieurs décapitations à moins d'une minute de l'endroit où nous étions hébergés. Nous savions également que, s'il devait y avoir une escalade des tensions ethniques, les agents affectés à notre sécurité disparaîtraient. Ils ne pouvaient pas se permettre de prendre parti. En fait, alors que nous étions habitués à les voir partout, ils ont disparu complètement un jour où nous étions au Parlement. Le malaise dans la salle était à couper au couteau, étant donné que nous nous rappelions ce qui s'était passé à Fidji. Le gouvernement des Îles Salomon a travaillé très fort cependant avec les deux

parties au conflit pour faire en sorte qu'il ne se passe rien pendant cette semaine. Étant donné la présence de 54 ministres, il y aurait eu un incident international de taille. Les Îles Salomon ont eu à leur tour un coup d'État moins d'une semaine après.

Nous avons beaucoup accompli pendant notre semaine à Honiara. Nous mesurons tous l'importance de ce que nous faisons en voyant des jeunes armés se battre entre eux pour les rares ressources disponibles. En préconisant de développer le microcrédit, de favoriser la collaboration entre les secteurs privé et public, d'autonomiser les jeunes, d'encourager le sport en vue du bien-être à la fois mental et physique, de sensibiliser les jeunes au VIH/sida et de donner à la jeunesse un plus grand mot à dire dans les affaires du gouvernement, nous voyions bien que toutes ces mesures étaient essentielles à la réduction des conflits. Il n'y a rien de normal à ce que des adolescents soient armés.

Étant revenue saine et sauve au Canada, j'ai continué à jouer mon rôle. Dans le cadre du PCJ, je ne fais pas que voyager et représenter mon pays sur la scène internationale. Je communique aussi avec les jeunes Canadiens. C'est un dialogue constant qui pose un grand défi, étant donné les différences entre les régions du Canada. Il s'agit aussi de disséminer de l'information et de découvrir ce qui motive les jeunes, ce qu'ils estiment important pour leur avenir et le rôle qu'ils aimeraient jouer plus tard. Mon mandat va malheureusement prendre fin, mais j'ai parcouru trop de chemin pour laisser le Commonwealth derrière. Je suis encouragée par le talent dont déborde la jeunesse et par la détermination de jeunes comme Alicia Kennedy et David Lynch (les coprésidents du Forum de cette année) à relever le défi de l'éducation de leurs pairs. Je salue leurs efforts.

L'essentiel du message que j'ai à vous livrer ce soir, c'est que ce qui m'a poussée à mettre la main à la pâte, c'est l'appui des parlementaires, entre autres. Lorsque vous encouragez les jeunes à explorer de nouvelles frontières et à relever des défis en innovant, vous nous donnez quelque chose d'extrêmement précieux. Vous témoignez de votre confiance dans nos habiletés et de la fierté que vous tirez de nos réalisations. Comme j'ai moi-même bénéficié énormément de cet appui, je suis fermement déterminée à en faire profiter les autres.